



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2016



**GUINÉE ÉQUATORIALE**





Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

## PROFIL DE PAYS **2016**



# **GUINÉE ÉQUATORIALE**

## Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - Guinée équatoriale, veuillez contacter :

Section des publications

Commission économique pour l'Afrique

B.P. 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-11- 544-9900

Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : [ecainfo@uneca.org](mailto:ecainfo@uneca.org)

Web : [www.uneca.org](http://www.uneca.org)

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : [www.uneca.org/publications](http://www.uneca.org/publications)

© 2017 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mars 2017

ISBN : 978-99944-68-84-3

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

## Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

# Sommaire

<b>Liste des sigles et abréviations</b>	<b>v</b>
<b>Remerciements</b>	<b>vii</b>
<b>La Guinée équatoriale en bref</b>	<b>viii</b>
<b>1. Vue d'ensemble</b>	<b>1</b>
<b>2. Contexte national et sous-régional</b>	<b>3</b>
<b>3. Performances économiques</b>	<b>7</b>
3.1 Croissance économique et performances sectorielles	7
3.2 Politique budgétaire	10
3.3 Inflation et politique monétaire	11
3.4 Compte courant	12
3.5 Compte de capital, investissement direct étranger et flux d'aide au développement	13
<b>4. Développement social</b>	<b>15</b>
4.1 Dynamique démographique	15
4.2 Pauvreté et emploi	16
4.3 Santé	17
4.4 Éducation	18
4.5 Évaluation de l'égalité de genre en Guinée équatoriale	19
<b>5. Analyse thématique : Redynamisation du secteur agricole pour soutenir durablement la stratégie de diversification économique</b>	<b>21</b>
5.1 Situation et potentiel du secteur agricole équatoguinéen	21
5.2 Politiques de développement agricole	23
5.3 Défis à relever pour transformer le secteur agricole en un pôle de diversification économique	25
<b>6. Évaluation de la qualité des données nationales</b>	<b>28</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>29</b>



# Liste des sigles et abréviations

BAD	Banque africaine de développement
BEAC	Banque des États de l'Afrique centrale
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CER	Communauté économique régionale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
EDSGE	Enquête démographique et sanitaire de Guinée équatoriale
EIU	Economist Intelligence Unit
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA	Franc CFA
ICF	Indice de la condition féminine
IDE	Investissement direct étranger
IDH	Indice de développement humain
IDISA	Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique
INEGE	Institut national de la statistique de Guinée équatoriale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Plan national de développement économique et social
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
TIC	Technologies de l'information et de la communication

CUA	Commission de l'Union africaine
UIP	Union interparlementaire
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine



# Remerciements

La série de profils de pays publiés annuellement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour objectif de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région qui tendent à promouvoir une transformation économique qui viendrait favoriser une croissance soutenue et un développement social durable, renforcer l'intégration régionale et faciliter la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le fruit de la collaboration des bureaux sous-régionaux de la CEA et du Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce et de la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays de la Guinée équatoriale a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA, chargée de la diffusion du savoir, et a été rédigé sous la supervision générale d'António Pedro, Directeur du Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale. L'auteur principal du présent profil de pays était Mamadou Malick Bal avec l'assistance de Ghitu-I-Mundunge et de Laurent d'Aronco, fonctionnaires chargés des affaires économiques du Bureau sous-régional en Afrique centrale.

D'importantes contributions ont été apportées au profil de pays par l'Institut national de la statistique de Guinée équatoriale (INEGE) et la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC). Le groupe d'examen interne mis en place par la Section de qualité opérationnelle de la CEA a fourni de précieuses observations et des contributions. Nous tenons également à remercier M. François Nkoa, professeur à l'Université de Yaoundé II (Cameroun) pour ses critiques d'expert et sa perspicacité.

Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA qui aura pourvu à l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays.

# La Guinée équatoriale en bref

Informations générales		Classement	Rang	Sur un total de	Année	Source
Sous-région	Afrique Centrale	Indice de développement humain	138	188	2014	PNUD
Langue officielle	Espagnol Français	Indice des inégalités de genre	0	155	2014	PNUD
Monnaie	Franc CFA	Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique	47	54	2014	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Malabo	Indice de la facilité de faire des affaires	180	189	2016	Banque mondiale
Appartenance à une/ des communauté(s) économique(s) régionale(s)	CEEAC, CEMAC	Indice de perception de la corruption	145	168	2015	Transparency International

## Croissance économique



L'économie équato-guinéenne est entrée en récession depuis l'année 2013 suite à un ralentissement de la production d'hydrocarbures, conjugué à la baisse des cours sur les marchés internationaux. Le PIB réel est passé de 7 262,7 milliards de FCFA en 2014 à 6 661 milliards de FCFA en 2015 soit une contraction de 8,3 %. Les prévisions indiquent que la récession devrait se poursuivre en 2016, en raison des perspectives défavorables de l'évolution du cours du pétrole brut. Le PIB en volume se situerait ainsi à 6 113,1 milliards de FCFA en 2016 soit une contraction de 8,2 % par rapport à 2015.

## Politique budgétaire



La gestion des finances publiques en 2015 s'est soldée par un allègement du déficit budgétaire, base engagements hors dons représentant 5,1 % du PIB contre 6,4 % du PIB un an auparavant. Étant donnée la situation défavorable du cours des hydrocarbures, les perspectives ne sont guère encourageantes pour 2016 et on attend une aggravation du déficit budgétaire qui s'établirait à 25,0 % du PIB.

## Politique monétaire



L'inflation en 2015 s'est fixée à 1,7 % (contre 4,3 % en 2014). Le taux d'inflation moyen s'est établi à 1,2 % au cours du troisième trimestre 2016. Le Comité de politique monétaire de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a décidé en avril 2016 de baisser de 50 % les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques commerciales.



### Compte courant

Le déficit du compte courant en 2015 s'est aggravé en s'établissant à 21,6 % du PIB contre 7,1 % du PIB en 2014. Cette évolution négative est imputable à la baisse de 50,5 % de l'excédent commercial. Le déficit courant devrait se creuser davantage en 2016 à 35,8 % du PIB.



### Investissement direct étranger

La baisse des flux d'investissements directs étrangers (IDE) en Guinée équatoriale entamée depuis 2013, s'est poursuivie en 2014 et en 2015. Les IDE ont été évalués à 1 674 millions de dollars en 2015, contre 1 843 millions de dollars en 2014. Ce repli s'explique par le fléchissement des investissements dans le secteur des hydrocarbures qui attire l'essentiel des flux d'IDE.



### Dynamique démographique

Les résultats préliminaires du dernier recensement indiquent que la population de la Guinée équatoriale a atteint 1 222 442 habitants en 2015. Elle est constituée de 53,3 % d'hommes et 46,7 % de femmes. La majorité de la population habite dans la province continentale de Litoral (30 %) qui abrite la ville de Bata et dans la province insulaire de Bioko Norte (24,5 %) où se trouve la capitale, Malabo. La densité démographique au niveau national est de 45 habitants au kilomètre-carré.



### Pauvreté

La part de la population vivant sous le seuil national de pauvreté (estimé à deux dollars par jour) est passée de 76,8 % en 2006 à 43,7 % en 2011. Cette réduction de la pauvreté tient au dynamisme de l'activité économique qui s'est accompagné d'une création importante d'emplois dans les secteurs du bâtiment et des services. La baisse de la pauvreté a également été favorisée par les efforts des pouvoirs publics qui ont utilisé les recettes pétrolières pour améliorer l'accès des populations aux infrastructures sociales de base.



### Emploi

La découverte et l'exploitation du pétrole ont stimulé l'activité et la création d'emplois dans le pays, en particulier dans les secteurs de la construction et des services. Le taux de chômage est estimé à 30 % en 2011.



### Santé

L'espérance de vie à la naissance en Guinée équatoriale est évaluée à 57,6 ans en 2014. Le pays a réussi à réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, de 182 pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 113 pour 1 000 naissances vivantes en 2011. La mortalité infantile (moins de 1 an) a reculé, passant de 123 pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 65 pour 1 000 naissances vivantes en 2011. La santé maternelle a également enregistré des progrès significatifs en Guinée équatoriale. De 1 600 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990, ce ratio s'est établi à 290 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2013.



### Éducation

Des avancées significatives ont été obtenues en matière d'alphabétisation. Le taux d'alphabétisation des populations de 15 à 24 ans en Guinée équatoriale est le plus élevé en Afrique centrale et il est estimé à 96,8 % en 2011 dont 97,7 % chez les hommes et 95,7 % chez les femmes.



### Genre

Malgré les progrès réalisés dans les domaines de l'éducation et de la santé, l'inégalité entre les sexes est observée dans la sphère politique et l'accès aux terres. Concernant l'accès aux terres, seules 12 % des femmes possèdent des terres, contre 88 % des hommes. Dans le secteur économique, la part des femmes dans la population active (77 %) est inférieure à celle des hommes (92 %). Sur un total de 170 parlementaires, on ne compte que 32 femmes. De même, seules 9 femmes occupent des postes ministériels, contre 71 hommes.

## Vue d'ensemble

Grâce à la découverte d'importants gisements de pétrole et de gaz dans les années 1990, la Guinée équatoriale a enregistré la plus forte croissance économique de tout le continent africain ces dernières années. Cette découverte s'est faite dans un contexte particulièrement favorable d'envolée des cours du baril de pétrole, permettant ainsi au pays de réaliser une croissance moyenne du PIB réel de l'ordre de 27,8 % par an entre 1993 et 2012. Toutefois du fait de la structure même de son PIB, composé majoritairement des branches exportatrices telles que l'extraction de pétrole brut et de gaz naturel, l'économie équato-guinéenne est très sensible aux fluctuations des marchés mondiaux.

Ainsi depuis l'année 2013 le pays fait face à une récession imputable au ralentissement de la production des hydrocarbures conjugué à la baisse des prix internationaux. Selon les données de l'Institut national de la statistique de Guinée équatoriale (INEGE) le PIB réel s'est contracté de -8,3 % en 2015 contre -0,7 % en 2014. Les dernières prévisions de l'INEGE anticipent une récession de -8,2 % pour l'année 2016.

La chute des cours du pétrole en 2015 s'est répercutée sur les finances publiques dont la gestion s'est soldée par un déficit budgétaire, base engagements hors dons de 5,1 % du PIB ainsi que sur le compte courant dont le déficit a représenté 21,5 % du PIB. En lien avec la faiblesse des cours mondiaux du pétrole, le déficit budgétaire base engagements hors dons devrait s'alourdir en 2016 à 25,0 % du PIB et le déficit courant devrait s'aggraver à 35,8 % du PIB. Les tendances inflationnistes ont été contenues en 2015 avec une inflation de 1,7 % (4,3 % en 2014).

Les importantes recettes générées par l'exploitation des hydrocarbures ont contribué à améliorer significativement les infrastructures socioéconomiques de base. La part de la population vivant sous le seuil national de pauvreté est passée de 76,8 % en 2006 à 43,7 % en 2011. Les avancées sur le front de la mortalité maternelle sont considérables, le ratio étant passé de 1600 à 290 décès pour 100 000 naissances vivantes entre 1990 et 2013. Malgré ces avancées significatives la situation du développement humain n'est pas encore à la hauteur des potentialités économiques et financières du pays.

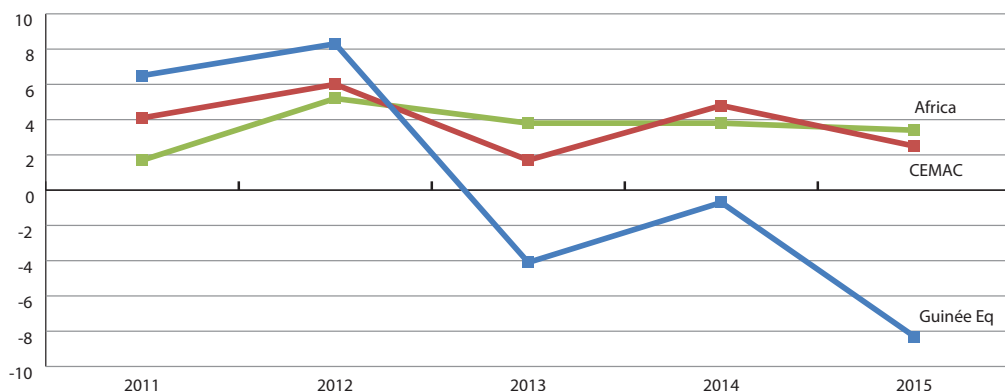
La Guinée équatoriale est aujourd'hui le premier producteur de pétrole en Afrique centrale. Le développement du secteur des hydrocarbures s'est accompagné du déclin des secteurs agricole, de la pêche et de la sylviculture qui constituaient les principaux moteurs de l'économie avant l'avènement du pétrole. Utiliser efficacement la manne pétrolière pour diversifier les sources de la croissance économique est désormais le principal défi que doit relever le pays afin d'être au rendez-vous de l'« émergence » à l'horizon 2020 tel que prévu dans le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2008-2020.

## Contexte national et sous-régional

La Guinée équatoriale vient de procéder à une réforme de sa comptabilité nationale en changeant d'année de base. L'année de référence est désormais 2006 et non plus 1985. Cette modification a conduit à une révision à la hausse de la taille de l'économie d'environ 30 %, avec un PIB nominal estimé, selon l'INEGE à 7 217,1 milliards de FCFA en 2015. Les nouvelles données de l'INEGE permettent de mieux apprécier les investissements en infrastructures considérables que le pays a entrepris ces dernières années. Toutefois pour des raisons de cohérence et de disponibilité des données, le PIB nominal et en prix constant (base 1985), utilisé dans le reste du profil de pays est celui de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), sauf mention contraire.

Le pays fait face depuis 2013 à une récession, provoquée par le ralentissement de la production de pétrole et la baisse des cours mondiaux. Il a enregistré en 2015 une croissance négative de -8,3 % c'est-à-dire en-deçà de la moyenne de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de celle de l'Afrique. La contre-performance de l'économie devrait continuer en 2016, avec une croissance négative de -8,2 %, en raison des perspectives défavorables des cours du pétrole brut.

**Figure 1:** Taux de croissance du PIB de la Guinée équatoriale, dans la zone CEMAC et en l'Afrique (en pourcentage)



**Sources:** Institut national de la statistique de Guinée équatoriale (INEGE) 2016, -Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), 2016; CEA, 2016.

En plus d'être membre de la CEMAC, dont elle abrite le Parlement, la Guinée équatoriale est également membre de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). L'appartenance de la Guinée équatoriale à la CEMAC implique l'adoption d'un mécanisme de surveillance multilatérale des politiques budgétaires dont l'ossature s'articule autour de quatre critères de convergence : 1) un solde budgétaire de base positif ou nul; 2) un taux d'inflation annuel inférieur à 3 %; 3) un taux d'endettement public (intérieur et extérieur) inférieur ou égal à 70 % du PIB; et 4) une non-accumulation par l'État d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante. La Guinée équatoriale est parvenue à respecter en 2015 tous les critères de convergence à l'exception de celui relatif au solde budgétaire de base. Ce dernier a affiché un déficit représentant 5,1 % du PIB, en lien avec la baisse des recettes pétrolières.

Malgré sa position géographique centrale et sa puissance économique qui font d'elle un des moteurs des espaces CEMAC et CEEAC, la Guinée équatoriale n'obtient qu'une note moyenne voire faible dans l'indice d'intégration régionale (voir encadré 1). L'intégration sous-régionale s'avère pourtant nécessaire, compte tenu de la petite superficie du pays et de la faible taille de son marché national<sup>1</sup>.

De cette intégration dépend également la diversification de l'économie équato-guinéenne. Le pays possède des atouts majeurs. En effet, outre sa stabilité politique, la Guinée équatoriale possède des terres arables en abondance, d'importantes ressources forestières et une vaste zone côtière riche en ressources halieutiques ainsi que d'excellentes infrastructures développées au cours des dernières années. Les infrastructures portuaires de Bata et Mbini, couplées au réseau routier moderne est-ouest entre Bata et Mongomo, permettent de rivaliser avec le port de Douala au Cameroun pour l'acheminement des marchandises en Afrique centrale. Ces potentialités, et la mise en œuvre des infrastructures connexes (routes, énergie, etc.), sont susceptibles d'attirer des investisseurs de la sous-région dans des secteurs à fort potentiel, comme l'agriculture.

---

1 La Guinée équatoriale a une superficie de 28 051 km<sup>2</sup> avec une population estimée, selon le dernier recensement de 2015, à 1 222 442 habitants.



## Encadré 1: Indice d'intégration régionale: Guinée équatoriale

L'indice d'intégration régionale en Afrique permet de d'apprécier dans quelle mesure chaque pays africain respecte ses engagements par rapport aux cadres d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja.

Établi conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine et la CEA, l'indice s'intéresse aux dimensions suivantes : la libre circulation des personnes, l'intégration commerciale, l'intégration productive (développement des chaînes de valeur régionales), les interconnexions et les infrastructures régionales ainsi que la convergence des politiques macroéconomiques. La section suivante rend compte des indicateurs retenus par l'indice.

### Classement général:

Septième rang dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) (note: 0,4). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Cameroun (note: 0,66)\*

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration productive	Infrastructures	Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques
7 <sup>e</sup> rang dans la CEEAC (note: 0,35).	7 <sup>e</sup> rang dans la CEEAC (note: 0,36). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Cameroun (note: 0,98).	10 <sup>e</sup> rang dans la CEEAC (note: 0,02). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Burundi (note: 0,84).	5 <sup>e</sup> rang dans la CEEAC (note: 0,42). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Congo (note: 0,69).	6 <sup>e</sup> rang dans la CEEAC (note: 0,87). Le pays le plus performant dans la CEEAC est le Gabon (note: 1).

La Guinée équatoriale obtient des notes moyennes ou médiocres au sein de la CEEAC pour l'indice global, se classant à la septième place sur onze pays.

**Libre circulation des personnes:** note médiocre (septième dans la CEEAC). La Guinée équatoriale n'a pas encore ratifié les instruments pertinents de la CEEAC concernant la libre circulation des personnes, les droits d'établissement et la libre circulation des travailleurs. Les ressortissants de la moitié des États membres de la CEEAC (50 %) peuvent entrer en Guinée équatoriale sans visa.

**Intégration commerciale:** Note moyenne (septième dans la CEEAC). Pendant la période 2010-2013, les importations en provenance des autres pays de la CEEAC n'ont représenté que 0,7 % du PIB de la Guinée équatoriale (ce qui la classe sixième par rapport aux autres pays membres de la CEEAC). Les exportations de la Guinée équatoriale vers la CEEAC, en pourcentage du PIB, ont été en moyenne de 0,93 % sur la même période (cinquième rang parmi les pays membres de la CEEAC).

**Intégration productive:** Note médiocre (dixième dans la CEEAC). L'intégration de la Guinée équatoriale dans les chaînes de valeur régionales semble être mitigée. Son commerce est peu complémentaire avec celui de ses partenaires. L'indice de complémentarité des marchandises est de 0,1 (d'après les données de 2013); il indique qu'il y a eu moins de liens entre les exportations de la Guinée équatoriale et la structure des importations de la CEEAC.

**Infrastructures:** Note moyenne (cinquième dans la CEEAC). Le pays occupe la cinquième place parmi les membres de la CEEAC en ce qui concerne sa performance moyenne dans l'indice de développement de l'infrastructure de la BAD entre 2010 et 2012. Environ 45 % des vols internationaux en provenance et à destination de la Guinée équatoriale sont intra-CEEAC, ce qui est le cinquième pourcentage le plus faible parmi les membres de la Communauté.

\* Un système de classification à l'échelle continentale, comparant les performances de tous les pays africains en termes d'intégration régionale, est en cours d'élaboration et sera inclus dans les prochaines mises à jour du présent profil de pays.

**Intégration financière et politiques macroéconomiques:** Note moyenne (sixième dans la CEEAC). Le taux d'inflation de la Guinée équatoriale est inférieur à la moyenne des pays membres de la CEEAC (3,2 %), tandis que le taux d'inflation moyen du bloc était de 4,2 % (d'après les données de 2013).

Dans l'ensemble, la Guinée équatoriale a des notes moyennes à médiocres, avec de meilleurs résultats en matière d'intégration financière et de politiques macroéconomiques, mais des notes moyennes à médiocres dans les domaines de l'intégration commerciale, de l'intégration productive, de la libre circulation des personnes et des infrastructures. Pour stimuler ses performances, la Guinée équatoriale pourrait envisager d'autres politiques macroéconomiques telles que la ratification des instruments de la CEEAC sur la libre circulation des personnes et l'entrée sans visa pour les ressortissants d'un plus grand nombre de pays au sein de la Communauté, ainsi que d'autres mesures visant à stimuler le commerce intrarégional de biens et de services, en particulier l'intégration dans les chaînes de valeur régionales.

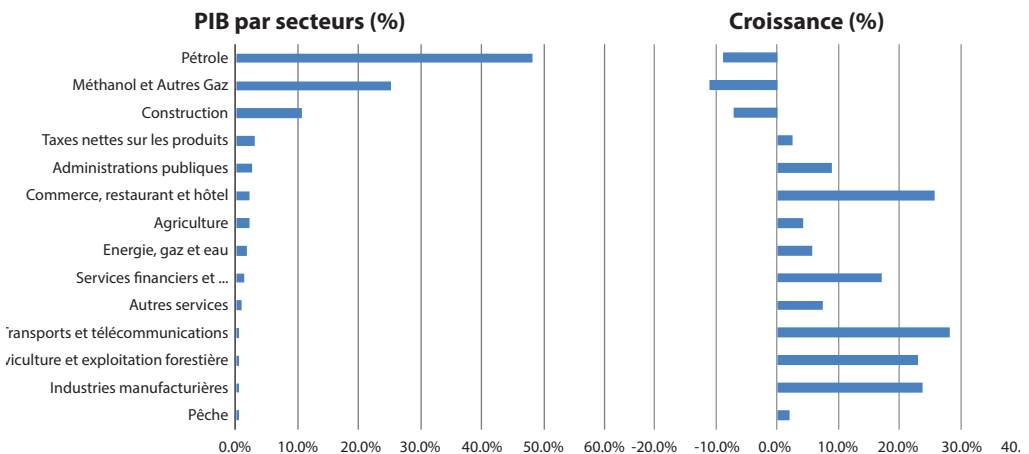
## Performances économiques

### 3.1 Croissance économique et performances sectorielles

L'économie équato-guinéenne est officiellement entrée en récession en 2013 suite au ralentissement de la production d'hydrocarbures conjugué à la baisse des cours sur les marchés internationaux. Les estimations de l'INEGE indiquent que le PIB réel a été ramené de 7 262,7 milliards de FCFA en 2014 à 6 661 milliards de FCFA en 2015, soit une contraction de 8,3 %.

Du côté de l'offre, le secteur primaire continue de dominer la structure de production, avec 51,3 % du PIB en 2015, notamment grâce au pétrole brut dont le poids est estimé à 48,3 % du PIB. Le secteur secondaire qui représente 38,1 % du PIB en 2015 vient en seconde position, du fait de l'exploitation du gaz naturel, produit associé au pétrole brut. Le secteur tertiaire, bien qu'il ne représente que 7,8 % du PIB, est le seul qui a contribué positivement à la croissance en 2015.

**Figure 2: Parts sectorielles dans le PIB et taux de croissance des principaux sous-secteurs d'activité en 2015**



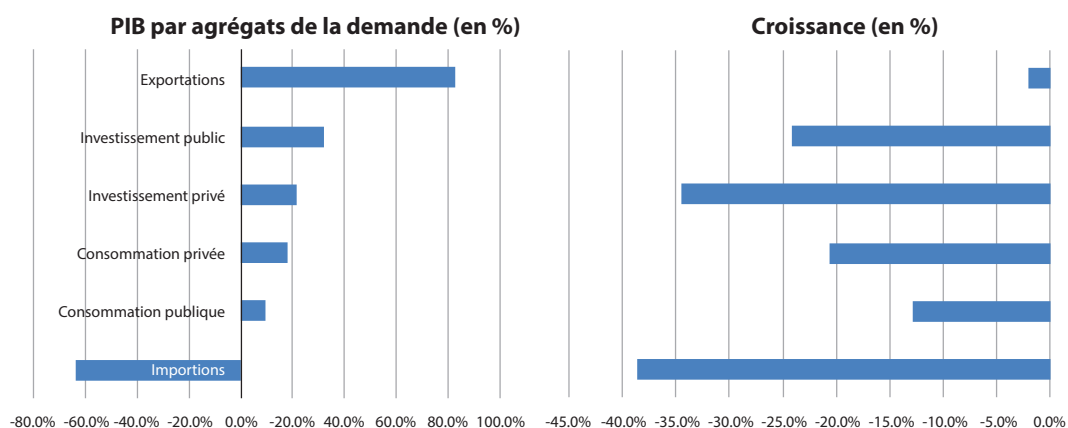
Source: Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), 2016.

Le secteur primaire<sup>2</sup> s'est contracté de -8,2 % sous l'effet des mauvais résultats de la branche « Pétrole » (-8,8 %). En effet la production de pétrole brut a ralenti, ramenée de 265 600 barils par jour en 2014 à 242 300 barils par jour en 2015. Du fait de sa faible contribution au PIB (0,6 %), la bonne tenue de la branche « Sylviculture et exploitation forestière » (+23,2 %) n'a pas permis de compenser la contre-performance du secteur primaire. L'agriculture et la pêche ne participent que très peu au PIB en 2015 (2,3 % et 0,1 % respectivement). Bien que la baisse de la part de l'agriculture dans le PIB soit généralement perçue comme un indicateur de la transformation structurelle d'une économie, dans le cas de la Guinée équatoriale cette baisse est davantage la conséquence de la découverte et de l'exploitation d'hydrocarbures.

Le secteur secondaire<sup>3</sup> a également enregistré un repli de -9,0 % imputable à la baisse d'activité dans la branche « Méthanol et autres gaz » (-11 %). La branche « Construction » rencontre des difficultés (-7,1 %), l'effondrement des cours mondiaux du pétrole rejaillissant sur les recettes de l'État qui est le principal bâtisseur du pays. En revanche la performance des industries manufacturières a été bonne avec une progression de 23,9 %. Toutefois, la faible part de ces dernières dans le PIB (0,3 %), illustre les progrès qui restent à accomplir pour réussir la transformation structurelle de la Guinée équatoriale.

Bien qu'il ne représente que 7,8 % du PIB, le secteur tertiaire a été le seul à avoir contribué favorablement à la croissance en 2015, avec une progression estimée à 17,9 %. L'ensemble des branches du secteur ont progressé notamment les branches « Transports et télécommunications » (+28,3 %) et « Commerce, restaurant et hôtel » (+25,8 %) qui ont bénéficié des effets positifs de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football.

**Figure 3: Parts relatives des agrégats de la demande par rapport au PIB et taux de croissance en 2015**



Source: Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), 2016.

2 Le secteur primaire comprend les branches suivantes : « Agriculture, élevage et chasse », « Sylviculture et exploitation forestière », « Pêche » et « Pétrole ».

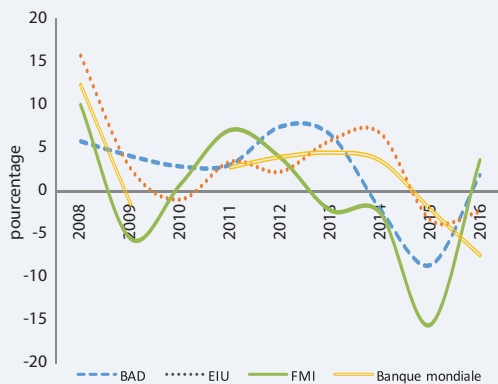
3 Le secteur secondaire comprend les branches suivantes : « Méthanol et autres gaz », « Industries manufacturières », « Énergie et eau » et « Construction ».

## Encadré 2: Analyse comparative des prévisions pour la Guinée équatoriale

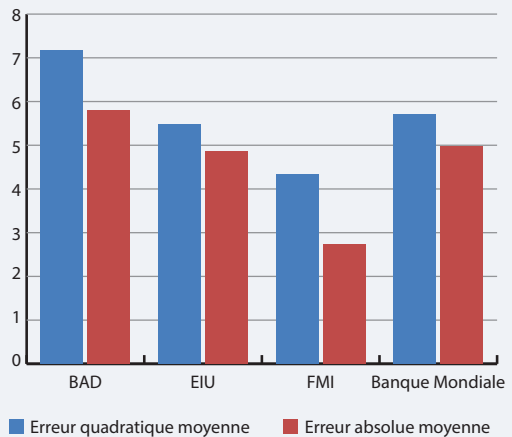
Les prévisions économiques fournissent des renseignements essentiels aux décideurs dans les secteurs public et privé. Des prévisions économiques fiables guident et soutiennent le processus de prise de décision d'un pays. Un certain nombre d'organisations produisent des prévisions de la croissance économique en Guinée équatoriale, notamment la Banque africaine de développement (BAD), le service de recherche du magazine The Economist (The Economist Intelligence Unit, EIU), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Les prévisions de ces sources étaient parfois très proches, mais ont également varié de 13,4 points de pourcentage au maximum entre 2008 et 2016 (voir figure A). L'EIU a produit les prévisions de croissance les plus optimistes avec environ 3,3% en moyenne entre 2008 et 2016. Sur le plan prospectif, la prévision du taux de croissance la plus optimiste pour 2016 est celle du FMI (3,7%), suivie de celles de la BAD (1,9 %), de l'EIU (-2,4 %) et de la Banque mondiale (-7,3 %).

Le degré de précision de ces prévisions est crucial. La CEA a donc mené une analyse visant à évaluer quelles prévisions sont les plus précises à l'aide de l'erreur quadratique moyenne et de l'erreur moyenne absolue, qui sont les mesures les plus courantes utilisées pour évaluer les prévisions. En général, plus la valeur de ces erreurs est élevée, moins les prévisions sont exactes\*. L'analyse des prévisions de la CEA sur la période 2008-2014 indique que les prévisions du FMI sont relativement plus précises, suivies de celles de l'EIU et de la Banque mondiale, alors que les prévisions de la BAD comportaient un nombre relativement élevé d'erreurs de prévision (voir figure B).

**Figure A: Prévisions des taux de croissance du PIB réel, par organisation**



**Figure B: Erreur de prévision (2008-2014)**



**Source:** Commission économique pour l'Afrique (2015). Approaches to evaluating forecast performance: technical review - Août 2015. Addis-Abeba: CEA.

\*Pour de plus amples informations sur ces termes et sur l'approche de la CEA pour évaluer la précision des prévisions, voir CEA (2015).

En ce qui concerne la demande globale, sa structure reflète la dépendance de l'économie équato-guinéenne à l'égard des hydrocarbures. La baisse de la production de pétrole en 2015 combinée à la faiblesse des cours sur les marchés internationaux s'est traduite par une diminution des recettes entravant ainsi la capacité de l'État à soutenir l'économie à travers les projets d'investissements publics. Ces derniers se sont repliés de -24,1 % en 2015. La consommation globale s'est également contractée en raison du repli de -20,7 % de la consommation privée. Enfin, la demande extérieure s'est contractée en 2015, avec un

repli de -2,0 % pour les exportations. La contraction de -38,6 % des importations résulte principalement d'une diminution des importations du secteur public.

Les prévisions de l'INEGE indiquent que la récession devrait se poursuivre en 2016, en raison des perspectives défavorables de l'évolution des cours du pétrole brut. L'activité économique devrait se contracter avec une croissance négative de -8,2 %.

### 3.2 Politique budgétaire

Sur l'ensemble de l'année 2015, les recettes totales ont diminué de 19,8 % par rapport à 2014 et ont représenté 40,5 % du PIB en raison de la baisse des rentrées fiscales provenant de l'exploitation des hydrocarbures. Les recettes non pétrolières ont, pour leur part, progressé de 20,9 % pour s'établir à 6,7 % du PIB contre 3,5 % du PIB en 2014. Cette bonne performance fait suite aux mesures prises par les autorités en 2015 contre la fraude fiscale et en faveur de l'élargissement de l'assiette ainsi que l'élimination de nombreuses exonérations douanières.

Quant aux dépenses publiques, elles ont connu une baisse importante de 24,8 % par rapport à 2014 et ont été évaluées à 45,7 % du PIB. Ce recul s'explique par le ralentissement de 29,7 % des dépenses en capital. Les autorités ont par ailleurs manifesté leur volonté de revenir à des budgets équilibrés dans les prochaines années, en accord avec la deuxième phase du PNDES 2013-2017, qui prévoit moins d'investissements publics. La baisse des dépenses totales s'explique également par un ralentissement de 9,8 % des dépenses courantes en lien avec la réduction de moitié du nombre de ministres et de vice-ministres dans la Loi de finances rectificative de 2015.

**Tableau 1: Finances publiques (en pourcentage du PIB)**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015 Estim.
Recettes totales	31,5	32,8	31,6	31,4	31,8	40,5
Recettes pétrolières	28,4	30,4	28,2	28,5	28,4	33,9
Recettes non pétrolières	3,1	2,4	3,4	2,9	3,5	6,7
Dépenses totales	36,9	31,9	39,8	38,8	38,2	45,7
Dépenses courantes	6,7	5,8	8,1	10,2	9,4	13,5
Dépenses en capital	30,2	26,1	31,7	28,6	28,8	32,2
Solde budgétaire primaire (déficit -)	-5,1	1,3	-7,9	-6,9	-5,8	-4,5
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-5,4	0,9	-8,2	-7,4	-6,4	-5,1
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	-5,4	0,9	-8,2	-7,5	-6,4	-5,1
Solde budgétaire de base (déficit -)	-5,4	0,9	-8,2	-7,4	-6,4	-5,1

Source: Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), 2016.

En conséquence la gestion des finances publiques en 2015 s'est soldée par un allègement du déficit budgétaire, base engagements hors dons, représentant 5,1 % du PIB contre 6,4 % du PIB un an auparavant. Étant donné la situation des hydrocarbures qui constituent la principale source de revenus du pays, les perspectives ne sont guère encourageantes pour 2016 et il est attendu une aggravation du déficit budgétaire qui s'établirait à 25,0 % du PIB.

L'encours de la dette extérieure par rapport au PIB s'est situé à 19,6 % en 2015 c'est-à-dire à un niveau supérieur aux 12,0 % de 2014. Cet encours devrait fortement progresser et passer à 49,3 % en 2016. Pour sa part, le ratio service de la dette/exportations de biens et services s'est légèrement accru, passant de 2,3 % en 2014 à 2,9 % en 2015 et atteindrait 10,7 % en 2016.

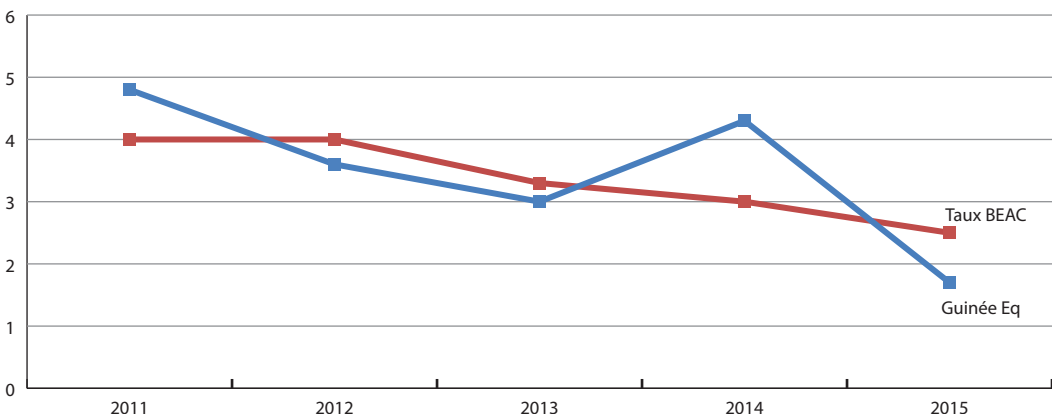
### 3.3 Inflation et politique monétaire

Selon les données de l'Institut national de la statistique de Guinée équatoriale (INEGE), le taux d'inflation en 2015 s'est fixé à 1,7 % (contre 4,3 % en 2014) alors que les prévisions initiales tablaient sur une inflation de 3,5 %. En règle générale l'augmentation du niveau général des prix en 2015 s'explique principalement par l'augmentation du prix moyen des groupes de produits suivants :

- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+ 1,5 %)
- Transport (+ 3,2 %)
- Hôtels et restaurants (+ 3,1 %)
- Éducation (+7,4 %)
- Logement (+ 2,2 %)

Les données récentes de l'INEGE indiquent que le taux d'inflation moyen s'est établi à 1,2 % au cours du troisième trimestre 2016.

**Figure 4: Taux d'inflation (en pourcentage)**



Source: Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), 2016.

L'objectif de la politique monétaire de la zone CEMAC menée par la BEAC, dont la Guinée équatoriale est membre, consiste à assurer la stabilité monétaire, notamment un taux de couverture extérieure de la monnaie d'au moins 20 % et une faible progression du niveau général des prix plafonnée à 3 % selon les critères de convergence. Au regard du comportement des différents facteurs influençant la stabilité monétaire et financière à court terme, la BEAC a décidé d'assouplir la politique monétaire de la zone ces dernières années en baissant son principal taux directeur (le taux d'intérêt des appels d'offres), successivement de 50 points en juillet 2013, de 25 points en novembre 2013, puis de 30 points en juillet 2014 et de 50 points en juillet 2015, pour le ramener de 4 % à 2,45 % sur l'ensemble de la période. Dans la même tendance, le taux d'intérêt de prise en pension et le taux des avances aux Trésors qui se situaient avant juillet 2013 à 5,75 % et 4,0 % respectivement, ont également subi plusieurs baisses successives dont la plus récente a eu lieu en juillet 2015, les ramenant respectivement à 4,20 % et 2,45 %.

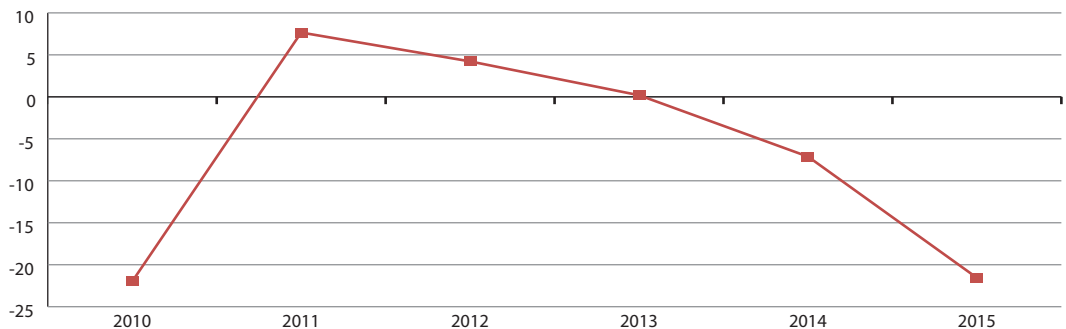
S'agissant des conditions de banque, le taux créditeur minimum des dépôts des clients est resté inchangé depuis la dernière baisse qui a eu lieu en juillet 2014 et se situe à 2,45 %. À sa réunion extraordinaire du 6 avril 2016, après analyse de l'évolution récente de la liquidité du système bancaire dans la CEMAC, le Comité de politique monétaire de la BEAC a décidé de baisser de 50 % les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques commerciales des pays de la CEMAC, et donc à celles de la Guinée équatoriale.

### 3.4 Compte courant

Le déficit du compte courant en 2015 s'est aggravé en s'établissant à 1 101,2 milliards de FCFA (21,6 % du PIB), contre 577,9 milliards de FCFA (7,1 % du PIB) en 2014.

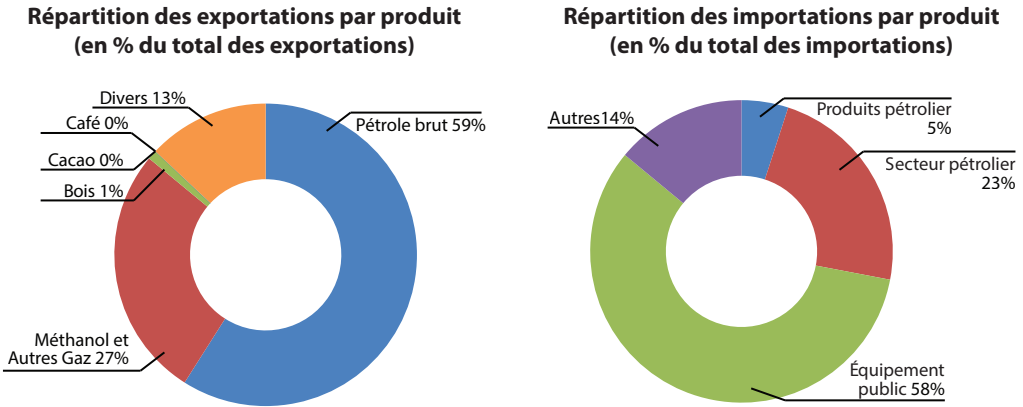
Cette évolution négative est imputable à la forte baisse de l'excédent commercial. Ce dernier s'est en effet nettement détérioré en 2015, atteignant un niveau de 2 174,8 milliards de FCFA, contre 4 397,4 milliards de FCFA en 2014, soit une baisse de 50,5 %. Ce résultat s'explique par une baisse de 41,1 % des exportations malgré une décélération de 25,8 %

**Figure 5: Solde du compte courant (2010-2015, en pourcentage du PIB)**



Source: Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), 2016.



**Figure 6: Structure du commerce extérieur (2015)**

Source: Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), 2016.

des importations. Les déficits de la balance des services et de la balance des revenus se sont allégés en 2015 en lien avec la baisse d'activité du secteur pétrolier. Le déficit courant devrait se creuser davantage en 2016, à 35,8 % du PIB.

L'examen de la structure du commerce extérieur de la Guinée équatoriale, pour l'année 2015, montre la prédominance des hydrocarbures, qui représentent 86,5 % des exportations totales du pays en 2015, même si leur part relative baisse légèrement depuis 2010. De même, la part du pétrole brut dans les exportations de la Guinée équatoriale (59,0 % en 2015 contre 62,3 % en 2014), affiche une baisse relative par rapport aux exportations de gaz et de méthanol. La domination quasi exclusive des hydrocarbures dans la composition des exportations confirme le déclin des cultures de rentes (cacao et café) et de la sylviculture, dont les contributions au PIB sont insignifiantes.

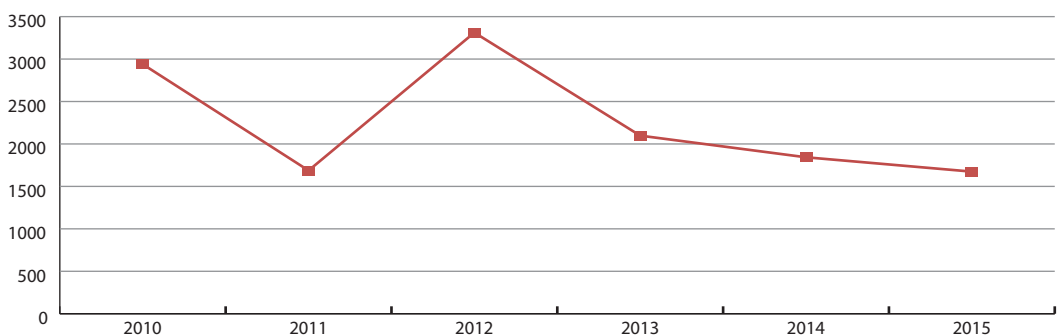
La structure des importations, quant à elle, montre la prédominance des biens de consommation et de construction orientés vers les secteurs public et pétrolier. Par ailleurs la quasi-totalité des besoins en produits agricoles de la Guinée équatoriale sont satisfaits par les importations, signe d'une forte dépendance alimentaire vis-à-vis de l'extérieur, mais également de l'existence d'opportunités pour développer le secteur agricole et en faire un vecteur de la stratégie de diversification économique.

### 3.5 Compte de capital, investissement direct étranger et flux d'aide au développement

L'excédent du solde de la balance des capitaux a progressé, de 156,1 milliards de FCFA en 2014, il est monté à 214,1 milliards de FCFA en 2015, en relation avec l'augmentation du solde du compte financier.

Selon les données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la baisse des flux d'investissements directs étrangers (IDE) en Guinée équatoriale, entamée depuis 2013, s'est poursuivie en 2014 et en 2015. Les IDE ont été évalués à 1 674 millions de dollars en 2015 contre 1 843 millions de dollars en 2014. Ce repli s'explique par le fléchissement des investissements dans le secteur des hydrocarbures qui attire l'essentiel des flux d'IDE. La faiblesse des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux affecte l'attractivité des IDE vers ce secteur. Or pour réussir à diversifier son économie, en vue de favoriser une croissance durable, inclusive et créatrice de plus d'emplois, il est essentiel d'attirer des IDE en dehors du secteur extractif.

**Figure 7: Flux nets d'investissements directs étrangers entrant en Guinée équatoriale (2010-2015, en millions de dollars)**



Source: CNUCED, 2016.

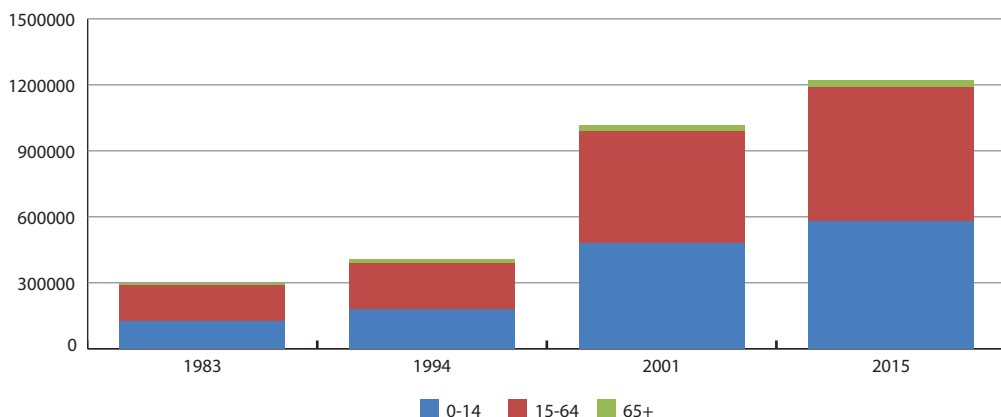
## Développement social

### 4.1 Dynamique démographique

Les résultats préliminaires du dernier recensement indiquent que la population de la Guinée équatoriale a atteint 1 222 442 habitants en 2015. Elle est constituée de 53,3 % d'hommes et 46,7 % de femmes. La majorité de la population (54,5 %) habite dans la province continentale de Litoral (30 %) qui abrite la ville de Bata et dans la province insulaire de Bioko Norte (24,5 %) où se trouve la capitale Malabo. La densité démographique au niveau national est de 45 habitants au kilomètre carré. Toutefois la densité dans certains endroits est élevée et atteint 452 habitants au kilomètre carré dans la province de Bioko Norte et 258 habitants au kilomètre carré dans la province d'Annobon. La population est essentiellement urbaine (70,6 %) et elle est concentrée dans les villes de Malabo et de Bata. Le milieu rural est très peu peuplé en raison de l'exode rural massif provoqué par le boom pétrolier. Le rythme d'accroissement de la population reste soutenu. L'effectif de la population a quadruplé en un peu plus de 30 ans passant de 300 000 habitants en 1983 à 1 222 442 habitants en 2015.

La figure 8, ci-dessous, semble indiquer que la Guinée équatoriale est entrée dans la phase lui permettant de tirer parti du dividende démographique avec une part croissante de la population potentiellement active.

**Figure 8: Répartition de la population par tranche d'âge**



*Source:* Direction générale de la statistique et des comptes nationaux, 2002; Institut national de la statistique de Guinée équatoriale (INEGE), 2016.

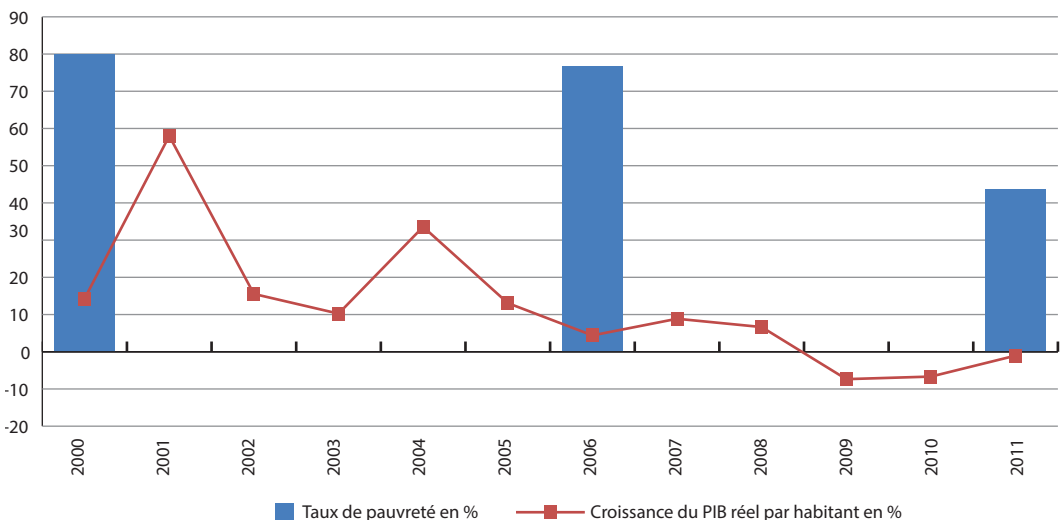
## 4.2 Pauvreté et emploi

Les conditions de vie de la population de la Guinée équatoriale se sont nettement améliorées au cours des quinze dernières années. Selon le dernier rapport national sur l'état d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) publié en 2015, la part de la population vivant sous le seuil national de pauvreté (estimé à deux dollars par jour) a été ramenée de 80 % en 2000 à 76,8 % en 2006, puis à 43,7 % en 2011. Cette réduction de la pauvreté tient au dynamisme de l'activité économique qui s'est accompagnée d'une création importante d'emplois dans les secteurs du bâtiment et des services. Ceci s'est traduit par une croissance du PIB réel par habitant.

La baisse de la pauvreté a également été favorisée par les efforts des pouvoirs publics qui ont utilisé les recettes pétrolières pour améliorer l'accès des populations aux infrastructures sociales de base. Aujourd'hui, 67 % des habitants ont un accès à une source améliorée en eau potable et 63 % d'entre eux bénéficient de systèmes d'assainissement. Les investissements dans les infrastructures publiques ont permis la construction de 17 920 logements sociaux à travers le pays, permettant aux Équato-Guinéens de s'installer dans de nouveaux quartiers disposant d'un accès aux services de base. Malgré ces améliorations, le pays compte encore un nombre important de personnes vivant dans des conditions difficiles. Il s'agit principalement des populations rurales qui vivent en majorité dans la partie continentale.

En ce qui concerne le marché du travail, la proportion des personnes en âge de travailler est restée stable, autour de 80 %, entre 1990 et 2014. La découverte et l'exploitation du pétrole ont stimulé l'activité et la création d'emplois dans le pays, en particulier dans les secteurs de la construction et des services. Depuis quelques années, les créations d'emplois sont concentrées en majorité dans les deux principales villes du pays, Malabo et Bata, ce qui

**Figure 9: Taux de pauvreté et taux de croissance du PIB réel par habitant**



Sources: Rapport national sur les OMD, 2015; Banque mondiale, 2016.

entraîne un important exode rural et l'abandon des activités agricoles. Pour ce qui est du taux de chômage il est estimé selon l'Organisation internationale du Travail à 30 % en 2015.

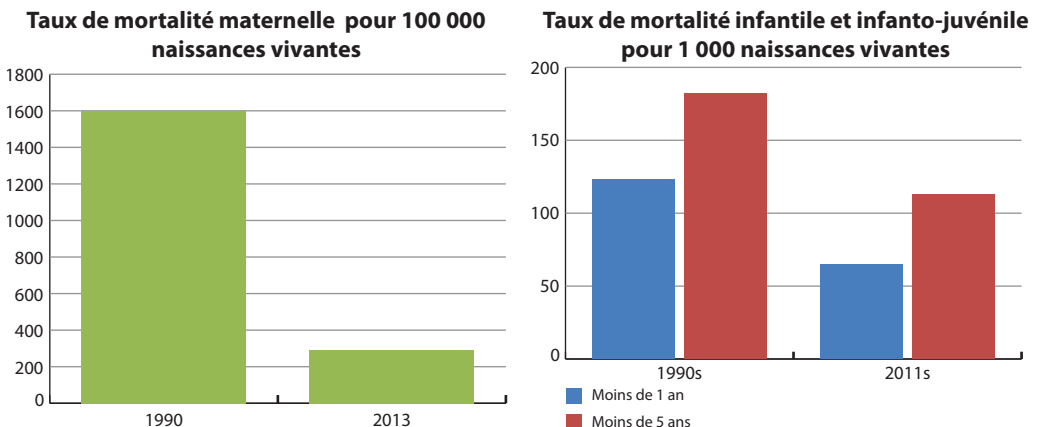
### 4.3 Santé

L'espérance de vie à la naissance en Guinée équatoriale est évaluée à 57,6 ans en 2014 en progression par rapport aux années 2000 et 2005 où elle était estimée respectivement à 52,1 ans et 53,7 ans.

En matière de réduction de la mortalité des enfants, des progrès ont été réalisés selon le dernier rapport national sur les OMD paru en 2015. La Guinée équatoriale a réussi à réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, de 182 pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 113 pour 1 000 naissances vivantes en 2011. Le rapport indique que ce taux pourrait se situer à 100 décès pour 1 000 naissances en 2015 si cette tendance était maintenue. La mortalité infantile (moins de 1 an) a reculé de 123 pour 1 000 naissances vivantes en 1990 à 65 pour 1 000 naissances vivantes en 2011. Ces progrès ont été obtenus grâce à la mise en œuvre par le gouvernement des programmes nationaux de vaccination, de lutte contre le paludisme, de lutte contre les maladies diarrhéiques aiguës et les infections respiratoires aiguës. Toutefois ces résultats, si favorables soient-ils, ne sont pas encore à la hauteur des attentes eu égard aux ressources importantes dont dispose le pays.

La santé maternelle a également enregistré des progrès significatifs en Guinée équatoriale. D'un ratio de 1 600 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1990, il est estimé en 2013 à 290 décès pour 100 000 naissances vivantes. La Guinée équatoriale est ainsi le seul pays d'Afrique centrale à avoir atteint l'objectif de réduction de trois-quarts du taux de mortalité maternelle entre 1990 et 2015. Ce résultat a été obtenu grâce notamment à d'importants

**Figure 10:** Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) et taux de mortalité infantile et infanto-juvénile (pour 1 000 naissances vivantes)



Source: Rapport national sur les OMD, 2015.

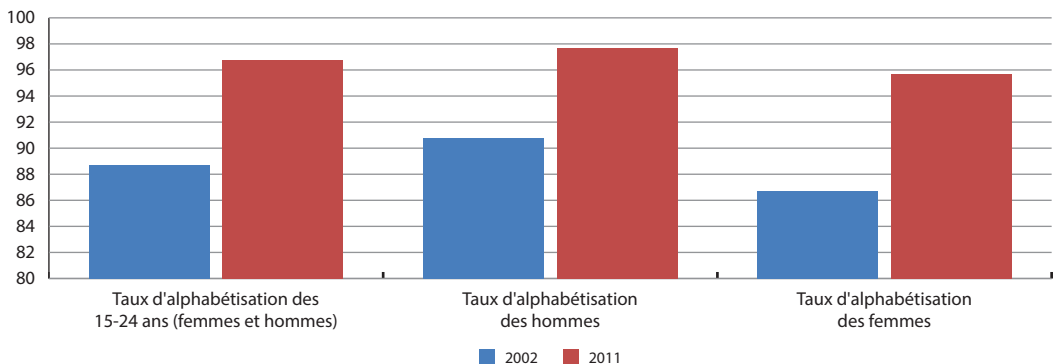
investissements dans les infrastructures de santé moderne, l'acquisition d'équipements médicaux et l'amélioration dans la formation du personnel de santé.

En matière de lutte contre le VIH/sida, les données disponibles indiquent que le taux de prévalence chez les 15-24 ans, était de 3,1 % en 2011, en hausse par rapport à 2004 (1,2 %) et 2000 (1,08 %). La prévalence est plus élevée chez les femmes (5 %) que chez les hommes (1,0 %). Le Ministère de l'éducation et des sciences, conscient du problème, a pris des mesures pour faire jouer aux établissements scolaires un rôle clé en matière de sensibilisation et de prévention sur le VIH/sida. Le Gouvernement équato-guinéen finance entièrement le diagnostic et le traitement du VIH/sida.

#### 4.4 Éducation

Des avancées significatives ont été obtenues dans le domaine de l'éducation en Guinée équatoriale. Ainsi, le taux d'alphabétisation des 15-24 ans, estimé en 2011 à 96,8 %, dont 97,7 % chez les hommes et 95,7 % chez les femmes, est le plus élevé en Afrique centrale. Les autorités veulent toutefois mettre l'accent sur le développement des compétences techniques et professionnelles en vue de bâtir un capital humain qualifié pour attirer les investissements locaux et étrangers dans les secteurs stratégiques qui ont été définis dans le Plan national de développement 2008-2020. Une main d'œuvre qualifiée est susceptible d'orienter la transition économique du pays vers des emplois plus productifs et vers des produits à haute valeur ajoutée et compétitifs sur le marché régional et mondial.

**Figure 11: Taux d'alphabétisation des adultes et taux net de scolarisation au secondaire (en %)**



Source: Rapport national sur les OMD, 2015.

## 4.5 Évaluation de l'égalité de genre en Guinée équatoriale

L'état de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes est mesuré en fonction de domaines clés indiqués dans le diagramme circulaire ci-dessous. Ces domaines sont déterminants pour l'amélioration des conditions de vie des femmes ainsi que pour leur contribution à la croissance durable et partagée de l'Afrique.

Pour évaluer l'ampleur réelle de l'inégalité qui existe entre les hommes et les femmes et pour parvenir à mesurer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes en Afrique, la CEA a mis au point un outil de suivi appelé, Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA). L'IDISA permet aux décideurs d'évaluer leur propre performance dans la mise en œuvre des politiques et des programmes qui visent à mettre fin à la marginalisation des femmes.

Le calcul de la performance est basé sur les données de l'Indice de la condition de la femme. Cet Indice est une composante de l'IDISA. Pour chaque indicateur clé, la performance est calculée comme une moyenne arithmétique non pondérée, en prenant le ratio femmes/hommes des valeurs de l'indicateur, le multipliant par 10 et en arrondissant le résultat au nombre entier le plus proche. Une note de zéro représente le degré d'inégalité le plus élevé, une note de 5 montre une parité moyenne, tandis qu'une note de 10 représente une parité parfaite. Un niveau de parité supérieure à 10 représente des situations où les femmes surclassent les hommes, quel que soit le niveau de développement de la zone en cours d'évaluation.

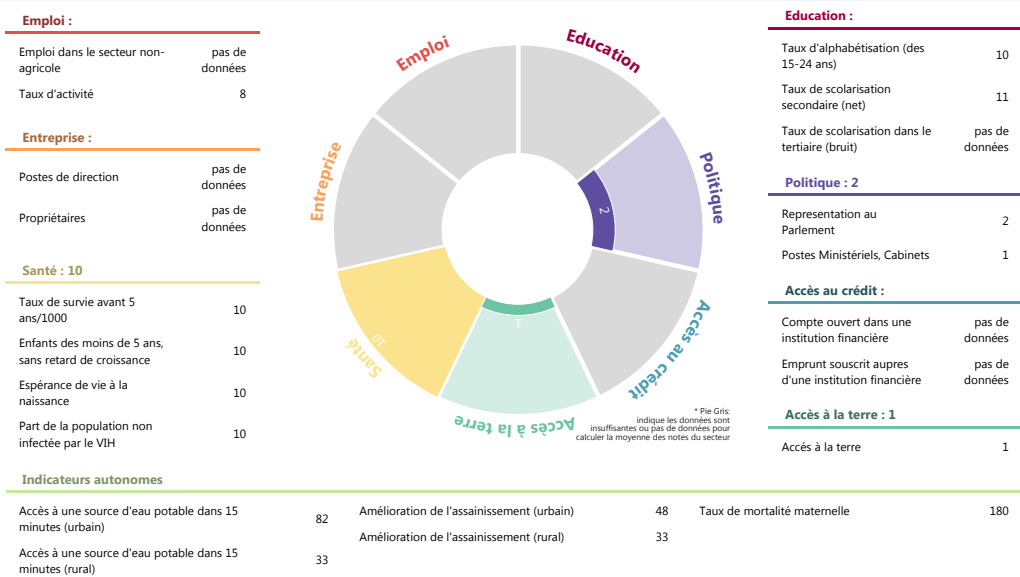
La plupart des chiffres utilisés pour calculer les notes proviennent des plus récentes données nationales disponibles. Toutefois, pour certains indicateurs, les pays ne disposent pas de données ventilées. Les données utilisées sont alors internationales et de sources diverses. Pour l'évaluation de l'égalité de genre en Guinée équatoriale les sources suivantes ont été utilisées : l'Enquête démographique et sanitaire de Guinée équatoriale (EDSGE 2011), le Bulletin officiel d'État 2016; les chiffres de l'Union interparlementaire (UIP) pour 2016; le troisième recensement général de la population et des logements (III CGPV) et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

### Encadré 3: Égalité de genre et autonomisation des femmes - Guinée équatoriale

En Guinée équatoriale, les chiffres révèlent une parité homme/femme (avec une note de parité de 10) pour les indicateurs liés à la santé, y compris la santé infantile, l'espérance de vie à la naissance et la part de la population sans VIH (15-24 ans).

En ce qui concerne l'éducation, l'étude démographique et sanitaire réalisée en 2011 a révélé que les femmes ont dépassé les hommes concernant le taux net de scolarisation secondaire, avec une note de 11. L'égalité des sexes est également observée pour ce qui est du taux d'alphabétisation des 15-24 ans, avec une note de parité de 10.

Malgré les progrès réalisés dans certains secteurs, il reste des domaines préoccupants. L'inégalité hommes-femmes est observée dans le secteur politique et l'accès aux terres. Concernant l'accès aux terres, seuls 12 % des femmes possèdent des terres, contre 88 % des hommes. Dans le secteur économique, la part des femmes dans la population active (77 %) est inférieure à celle des hommes (92 %), ce qui donne une note de parité de 8 (EDSGE 2011). Sur un total de 170 parlementaires, on ne compte que 32 femmes. De même, seules 9 femmes occupaient des postes ministériels, contre 71 hommes.



Source : Commission de l'Union africaine et CEA, 2015.



## **Analyse thématique: Redynamisation du secteur agricole pour soutenir durablement la stratégie de diversification économique**

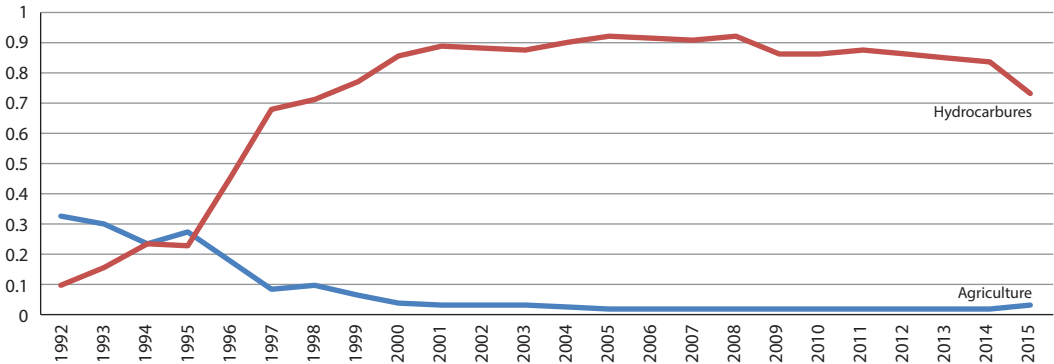
La découverte de gisements pétroliers et leur mise en exploitation dans les années 90 ont fondamentalement transformé la Guinée équatoriale. La formidable croissance impulsée par le secteur des hydrocarbures a permis de développer et d'améliorer les infrastructures socioéconomiques de base, mais elle a parallèlement entraîné le déclin du secteur agricole, de la pêche et de la sylviculture, plaçant l'économie dans une situation de très forte dépendance à l'égard du secteur pétrolier. Aujourd'hui, l'agriculture ne participe que très peu au PIB. Or, elle demeure une source importante d'emplois pour les populations rurales du pays. Son déclin accroît le risque d'un exode rural massif vers les centres urbains que sont Malabo et Bata. La présence de terres arables inexploitées, combinée à la forte demande de produits agricoles tant à l'intérieur du pays que dans la sous-région, fait du développement de l'agriculture un des piliers clés de la stratégie de diversification économique du Gouvernement équato-guinéen. Ce dernier entend faire de l'agriculture un des vecteurs clés pour affranchir le pays de sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et pour le transformer en une économie émergente à l'horizon 2020.

Cette section examine les perspectives de diversification économique qu'offre le développement du secteur agricole en Guinée équatoriale à travers l'examen des points suivants : 1) l'état du secteur agricole et son potentiel ; 2) les politiques mises en œuvre pour le développement de l'agriculture; et 3) les défis à relever pour faire de l'agriculture un véritable levier de la diversification économique de la Guinée équatoriale.

### **5.1 Situation et potentiel du secteur agricole équatoguinéen**

On distingue deux types d'agriculture en Guinée équatoriale, l'agriculture familiale de subsistance et l'agriculture industrielle d'exportation. La première, qui est une agriculture extensive et de faible productivité, est orientée vers la production d'igname, d'arachides et de bananes, généralement pour l'autoconsommation. La deuxième est intensive et orientée vers l'exportation. Elle concerne la production des principaux produits agricoles de rente constitués de cacao et de café.

**Figure 12: Part de l'agriculture et des hydrocarbures dans le PIB entre 1992 et 2015 (en pourcentage)**



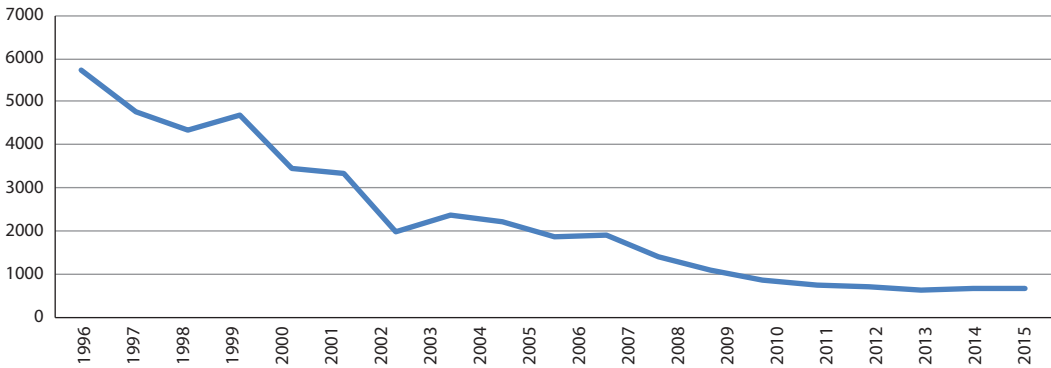
Source: Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), 2016.

Historiquement, l'économie de la Guinée équatoriale, jusqu'à la fin des années 1980, était tributaire de l'agriculture. Cette situation s'est modifiée avec la découverte d'importants gisements de pétrole et de gaz dans les années 1990, ce qui a provoqué le déclin de la contribution du secteur agricole à l'économie nationale. Ainsi, en 1992, le secteur agricole contribuait pour 32,1 % au PIB contre 9,3 % pour les hydrocarbures alors qu'en 2015, il ne contribue plus que pour 2,3 % au PIB contre 73,6 % pour les hydrocarbures (figure 12).

La faible densité des zones rurales, combinée à la nature pétrolière de l'économie, pose le problème de la sécurité alimentaire du pays. La production agricole ne couvre plus les besoins alimentaires de la population. Par conséquent, une quantité importante d'aliments est importée, principalement du Cameroun, pour satisfaire la demande.

Le secteur agricole de la Guinée équatoriale fait face à beaucoup de difficultés, en raison notamment de l'importance du secteur extractif et de la pénurie de la main d'œuvre agricole qui est aujourd'hui majoritairement employée dans le secteur des hydrocarbures.

La Guinée équatoriale dispose pourtant de nombreux atouts pour le développement de l'agriculture, à savoir : 1) des terres arables inexploitées; 2) des précipitations favorables ainsi que des ressources en eau abondantes; et 3) une demande croissante de produits agricoles aussi bien à l'intérieur du pays que dans la sous-région. Ces nombreux facteurs favorables à la pratique de l'agriculture en font un secteur clé de sa stratégie de diversification économique. Selon les statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les superficies cultivables occupent 850 000 hectares (ha), dont 770 000 ha se situent dans la région continentale et 80 000 ha sur l'île de Bioko. Les superficies cultivées représentaient environ 284 000 ha en 2013 soit 33,4 %. Ce très faible taux d'occupation des terres à vocation agricole est une illustration de l'existence du potentiel sous-exploité de l'agriculture de la Guinée équatoriale.

**Figure 13: Évolution de la production totale de cacao en tonnes (1996-2014)**

Source: Institut national de la statistique de Guinée équatoriale (INEGE), 2016.

Pour ce qui est de l'élevage, il est resté au stade de développement embryonnaire. L'élevage bovin est handicapé par le climat et les épizooties. Quant à la pêche et à l'aquaculture, la Guinée équatoriale n'a pas encore réussi à en faire de véritables atouts, malgré une zone maritime exclusive de 300 000 kilomètre carré.

Dans les décennies précédant la découverte de pétrole, la production et l'exportation du cacao constituait une activité économique majeure en Guinée équatoriale. Le cacao de l'île de Bioko, réputé comme étant l'un des meilleurs d'Afrique, avec sa variété de haute qualité dénommée *amelonado dorado*, entièrement destinée à l'exportation, constituait une des premières sources de revenus du pays devant le bois. Dès le début de l'exploitation du pétrole, le secteur du cacao, comme d'autres produits agricoles, a subi une baisse significative aggravée par le manque de main d'œuvre et la diminution des surfaces cultivables due à l'urbanisation. La production de cacao a depuis lors fortement régressé, ramenée ainsi de 5 751 tonnes en 1996 à 660 tonnes en 2014 (figure 13).

Les perspectives du marché du cacao mondial sont prometteuses à l'heure actuelle. La production de cacao de la Guinée équatoriale ne lui permet, certes, pas de rivaliser avec les gros producteurs que sont la Côte d'Ivoire, le Ghana ou le Cameroun. Le cacao biologique apparaît cependant comme un marché porteur et incitatif pour les producteurs grâce aux revenus élevés qu'il peut générer. La chaîne de valeur pour ce type de cacao, de grande qualité, offre des possibilités de transformation locale et permet de satisfaire aux exigences du marché mondial notamment en matière de normes basées sur la durabilité environnementale (CEA et CUA, 2013).

## 5.2 Politiques de développement agricole en Guinée équatoriale

L'un des objectifs déclarés du gouvernement est d'utiliser les revenus provenant de l'activité pétrolière pour le développement de secteurs tels que l'agriculture et l'industrie et atteindre ainsi une plus grande autosuffisance. Conscientes de la nécessité de parvenir à une

autosuffisance alimentaire, les autorités de la Guinée équatoriale ont lancé de vastes chantiers visant à exploiter les avantages comparatifs du pays notamment en matière d'agriculture.

Le PNDES 2008-2020 s'inscrit dans cette démarche. Il a été lancé au cours de la deuxième Conférence économique nationale organisée à Bata en novembre 2007. Le PNDES a pour objectif de diversifier l'économie pour la sortir de sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et pour transformer le pays en une économie émergente à l'horizon 2020. Quatre secteurs ont été retenus comme principaux pôles de diversification de l'économie de la Guinée équatoriale d'ici 2020. Ce sont : 1) l'énergie et les mines; 2) la pêche et l'aquaculture; 3) l'agriculture; et 4) les services.

Dans le domaine agricole, l'objectif des autorités, à l'horizon 2020, est d'accroître la production afin de : 1) soutenir le développement de l'industrie agro-alimentaire ciblée comme secteur prioritaire dans la politique de diversification; 2) réduire le poids croissant des importations alimentaires; et 3) diversifier les exportations.

Le Plan d'industrialisation, à l'horizon 2020, élaboré lors de la Conférence internationale organisée en 2011 prévoit d'encourager la diversification de l'économie en accordant une place privilégiée au secteur privé (national et étranger) et au développement de certains secteurs industriels spécifiques dont l'industrie agro-alimentaire. Dans ce secteur, le gouvernement souhaite attirer les investisseurs étrangers dans la transformation d'aliments pour le bétail ; la transformation du cacao et du café; la transformation des jus et produits dérivés; la transformation de l'huile de palme et de l'huile de coco; le conditionnement, la transformation et la conservation de produits halieutiques, et la mise en conserves.

Par ailleurs la Guinée équatoriale et la FAO ont signé en 2015 un programme de partenariat d'un montant de 31,5 millions de dollars visant à promouvoir le développement agricole. Financé par la Guinée équatoriale, le programme se concentrera sur les priorités énoncées dans le Plan national pour la sécurité alimentaire élaboré en 2012. Parmi les priorités figurent l'augmentation de la production, la diversification de la nourriture et la gestion des ressources naturelles ; la commercialisation, la transformation, la conservation et l'économie rurale ; ainsi que le renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le programme prévoit également des activités de partenariat dans le cadre de la coopération Sud-Sud avec d'autres pays africains.

L'engagement des autorités à développer le secteur agricole tarde à produire des résultats et il semble peu probable qu'à l'horizon du PNDES en 2020, ce secteur puisse être en mesure de jouer le rôle clé souhaité dans la stratégie de diversification économique de la Guinée équatoriale, eu égard à la faiblesse de sa contribution au PIB. Pour parvenir à cet objectif, les autorités doivent au préalable lever les différentes entraves à l'essor d'un secteur agricole moderne en Guinée équatoriale. Parmi celles-ci on peut citer: 1) la faiblesse de la production agricole pour une transformation industrielle; 2) le manque de compétences pour organiser

une valorisation des produits en milieu rural; 3) la faible volonté politique de promouvoir l'intégration régionale; 4) les nombreuses barrières administratives aux investisseurs; et 5) la politique migratoire restrictive de la Guinée équatoriale qui ne permet pas de satisfaire les besoins en main-d'œuvre des investisseurs souhaitant opérer dans l'agriculture et l'agro-industrie.

### **5.3 Défis à relever pour transformer le secteur agricole en un pôle de diversification économique**

L'établissement de programmes de développement à moyen et long termes tels que le PNDES ou l'organisation de conférences, comme celle qui s'est tenue en 2011 consacrée au projet d'industrialisation témoignent de la volonté des autorités équato-guinéennes de diversifier les sources de la croissance et de réduire la dépendance de l'économie à l'égard des hydrocarbures. Cependant ces initiatives restent encore à l'état de projets qui exigent des moyens tant financiers qu'humains pour leur mise en œuvre. Sans être exhaustives, les recommandations ci-après peuvent contribuer à faire du secteur agricole équato-guinéen un vecteur de la stratégie de diversification économique.

#### **Améliorer l'efficacité de la politique agricole**

Pour que la politique agricole apporte les changements escomptés il est important de prendre en considération les éléments suivants :

- La politique agricole nécessite une coordination entre le ministère de l'agriculture et les différents ministères concernés.
- Il est primordial de faire participer les associations de producteurs ou les organisations de la société civile à la conception et à la mise en œuvre de la politique agricole.
- La politique agricole doit s'assurer que le cadre législatif est propice au développement du secteur et qu'il favorise l'activité économique, tout en protégeant les intérêts des producteurs, des consommateurs et de l'environnement.
- Les décideurs doivent s'assurer que les mesures prises offrent aux filières agricoles de réelles incitations à la production, à la transformation et à la commercialisation et que les ressources publiques sont dépensées efficacement.

Par conséquent le suivi-évaluation de la politique agricole est un instrument majeur de gestion de politique pour :

- Évaluer l'efficacité des politiques dans la réalisation des objectifs fixés ;
- Identifier les facteurs critiques qui influencent l'efficacité des politiques dans la réalisation des objectifs fixés ;
- Identifier les facteurs qui influent sur les politiques et leurs effets;
- Assurer un retour rapide d'informations aux décideurs politiques sur les résultats de leurs décisions.

### **Renforcer les capacités des administrations en charge du développement agricole et rural**

Le renforcement des capacités des administrations est un élément important de la politique de mise en valeur du secteur agricole. La plupart des fonctionnaires qui traitent avec des opérateurs évoluant dans le secteur privé agricole n'ont souvent pas de connaissances pratiques du fonctionnement des entreprises, encore moins de leur compétitivité. Les autorités doivent donc mettre en place des programmes de formation pour élever le niveau des compétences et des connaissances des fonctionnaires. En disposant de ressources humaines qualifiées dans les administrations publiques, il sera plus aisé d'établir des relations basées sur la confiance avec les producteurs agricoles et les investisseurs.

### **Promouvoir davantage l'intégration régionale pour bénéficier des chaînes de valeur régionales**

L'intégration régionale, perçue parfois comme un risque face à l'afflux de migrants des pays voisins, constitue en réalité un levier stratégique pour la réussite de la diversification économique de la Guinée équatoriale. Le faible engagement politique en faveur de l'intégration régionale constitue une sérieuse entrave aux investissements en dehors du secteur pétrolier. L'intégration sous-régionale s'avère pourtant nécessaire, compte tenu de la petite taille du marché national. Le pays peut tirer un meilleur parti du potentiel de ses très bonnes infrastructures pour accéder aux marchés régionaux. Ces derniers peuvent offrir plus de débouchés que le marché national car ils sont relativement moins exigeants que les chaînes de valeur mondiales, en permettant aux entreprises locales de renforcer les capacités de production nécessaires à l'intégration dans des filières plus pointues. Les chaînes régionales sont une transition nécessaire vers les chaînes mondiales. Elles sont plus faciles à organiser et offrent de meilleures possibilités d'économies d'échelle que les chaînes mondiales (CEA et CUA, 2014).

### **Améliorer le climat des affaires pour le développement d'un secteur privé compétitif hors pétrole**

Le climat des affaires en Guinée équatoriale demeure difficile au regard de la richesse du pays et des opportunités de développement du secteur privé. Le pays se classe au 180<sup>ème</sup> rang (sur 189 pays) dans l'édition 2016 du rapport *Doing Business* de la Banque mondiale, en recul de deux places par rapport à l'édition précédente. Les réglementations et les procédures réglementaires applicables à la création et au fonctionnement d'une entreprise sont lourdes et complexes. Il faut, par exemple, 18 procédures et 135 jours pour créer une entreprise. Il n'existe toujours pas de guichet unique bien que sa mise en place ait été annoncée en 2014. Par ailleurs le sous-développement du marché du travail et la faible qualification de la main-d'œuvre locale sont autant d'obstacles au développement d'un secteur privé compétitif en Guinée équatoriale.

## Renforcer les compétences de la population agricole

Il ressort d'une étude récente réalisée auprès de 140 entreprises africaines<sup>4</sup> que le manque de main-d'œuvre suffisamment qualifiée constitue un des obstacles majeurs à l'insertion des producteurs africains dans les chaînes de valeur mondiales (CEA, 2013). Ces conclusions ont été confirmées par des études de cas effectuées sur la chaîne de valeur du cacao en Afrique de l'Ouest où le savoir-faire local était une barrière à la progression vers la transformation et des activités à plus forte valeur ajoutée. Ces conclusions sont valables et pertinentes pour la Guinée équatoriale, où la pénurie de compétences dans le domaine de l'agro-industrie constitue une entrave susceptible d'affaiblir les fournisseurs locaux qui n'arrivent pas à améliorer leurs capacités de production et leur compétitivité opérationnelle. C'est une des raisons pour lesquelles le PNDES aborde la question du renforcement des capacités de la population agricole et la prise en charge de leur formation professionnelle dans le cadre de programmes gérés par le Fonds national de formation professionnelle. La coopération Sud-Sud peut dans ce contexte offrir l'opportunité de collaborer avec des partenaires expérimentés et spécialisés dans les cultures tropicales et dans la gestion d'exploitations agricoles.

En conclusion, les perspectives défavorables du cours des hydrocarbures dont dépend entièrement le pays en termes de recettes fiscales comme d'exportation doivent interpellier les autorités équato-guinéennes sur les risques que cette dépendance fait courir à l'ensemble de l'économie et sur la nécessité de démarrer et d'accélérer la diversification économique en vue de relever les multiples défis économiques et sociaux. Jadis fleuron de l'économie nationale, le secteur agricole équato-guinéen peut aujourd'hui constituer la base d'une économie de transformation en lieu et place d'une économie de prélèvement. Il est donc impératif de lever les obstacles à l'essor d'un secteur agricole moderne pour être au rendez-vous de l'émergence à l'horizon 2020.

---

4 L'étude mondiale concernée, menée par l'OCDE et l'OMC, portait sur des entreprises de cinq secteurs économiques : agroalimentaire, TIC, textiles et habillement, tourisme et transport-logistique.

# 6. Évaluation de la qualité des données nationales

**Note méthodologique:** La qualité des sources de données nationales pour les principaux indicateurs utilisés dans les profils de pays a fait l'objet d'une évaluation. Le résultat est présenté selon un code de couleurs : un disque vert indique une « bonne » source de données, un jaune une source « satisfaisante » et un rouge une source « à améliorer ».

Cette évaluation a privilégié la transparence et l'accessibilité de chaque source de données nationales. Elle a pris en compte la régularité et la périodicité de publication des sources de données, au vu de la périodicité de la publication et de la fréquence des mises à jour de données conformément aux normes internationales. La comparabilité des séries de données, leur durée dans le temps, les définitions et les unités de mesure standard ont été évaluées. L'accessibilité des bases de données a elle aussi été évaluée; plus précisément, la disponibilité des données et leur libre accès au grand public, leur format et la facilité de leur téléchargement et de leur partage. Ont également été évaluées la citation des données, ainsi que les renvois à des sources primaires ou secondaires. Enfin, l'évaluation a considéré l'exhaustivité des métadonnées pour la communication de données, ainsi que l'exhaustivité et la clarté de la documentation et des notes.

Indicateurs démographiques	Valeur	Évaluation	Éducation et emploi	Valeur	Évaluation
Population (en millions)	1,222 (2015)	1	Taux d'alphabétisation (15-24 ans) (%)	96,8 (2011)	4
Enfants (0-14 ans)	47,3 % (2015)	1	Taux net de scolarisation primaire (%)	60,9 (2012)	4
Adultes (15-64 ans)	50,0 % (2015)	1	Taux d'achèvement du primaire (%)	54,8 (2012)	4
Plus de 65 ans	2,7 % (2015)	1	Indice de parité filles/garçons	88,9 (2005)	4
Population urbaine (%)	70,6 (2015)	1	Taux net de scolarisation des filles (%)	61,9 (2012)	4
Taux de croissance annuel moyen (%)	2,4 (2015)	1	Ratio emploi-population totale (%)	78,1 (2014)	4
Indice synthétique de fécondité	4,7 (2015)	1	Population en dessous du seuil international de pauvreté (2 dollars É.-U. par jour): (%)	43,7 (2011)	1
Espérance de vie à la naissance: (années)	57,6 (2014)	1	Taux de chômage total (%)	30,0 (2015)	3
Indicateurs clés macroéconomiques et sectoriels	Valeur	Évaluation	Santé	Valeur	Évaluation
Taux de croissance réel du PIB (%)	-8,3 % (2015)	1	Taux de mortalité des moins de 5 ans pour 1 000	68,2(2015)	4
PIB (en milliards de FCFA US)	7217,1 (2015)	1	Taux de mortalité maternelle pour 1 000 naissances vivantes:	2,92 (2013)	4
PIB a prix constant (en milliards de FCFA)	6661,0 (2015)	1	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans en insuffisance pondérale (%)	26(2015)	4
Inflation – évolution annuelle(%)	1,7 (2015)	1	Taux de mortalité infantile pour 1 000	68,2 (2015)	4
Solde compte courant (en milliards de FCFA)	- 1101,2 (2015)	2	Naissances assistées par un personnel de santé qualifié	68 (2015)	4
Tendances économiques et indicateurs de performance	Valeur	Évaluation	Taux de prévalence VIH/sida parmi population âgée de 15-49 ans	3,1 (2011)	4
Flux nets d'IDE (en millions de dollars É.-U.)	1674 (2015)	4	Codes des sources de données		
Exportations totales (en milliards de FCFA)	4181,9 (2015)	2	1. Données nationales officielles		
Exportations d'hydrocarbures (en milliards de FCFA)	3617,6(2015)	2	2. BEAC		
Exportations des produits manufacturés		2	3. OIT		
Importations totales (en milliards de FCFA)	2007,1 (2015)	2	4. Banque mondiale / autres		
Formation brute de capital fixe (en milliards de FCFA)	2742,9 (2015)	2			



## Bibliographie

Banque africaine de développement (BAD), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2014) : *Perspectives économiques en Afrique : Transformation structurelle et ressources naturelles en Afrique*, édition thématique.

Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) (2016) : *Cadrage macroéconomique*, septembre 2016.

Banque mondiale. 2016. *Doing Business 2016 : Mesure de la qualité et de l'efficacité du cadre réglementaire*. Washington : Banque mondiale. DOI : 10.1596/978-1-4648-0667-4.

Commission économique pour l'Afrique (CEA) (2013) : *Le renforcement des capacités commerciales au service de la transformation de l'Afrique – Examen critique de l'Aide pour le commerce*. Addis-Abeba (Éthiopie).

\_\_\_\_\_ et Commission de l'Union africaine (CUA) (2015) : *Rapport économique sur l'Afrique 2015: l'industrialisation par le commerce*, Addis-Abeba (Éthiopie), mars 2015.

\_\_\_\_\_ (2014) : *Rapport économique sur l'Afrique : Politique industrielle dynamique en Afrique : Institutions innovantes, processus efficaces et mécanismes flexibles*, Addis-Abeba (Éthiopie), mars 2014.

\_\_\_\_\_ (2013) : *Rapport économique sur l'Afrique : Tirer le plus grand profit des produits de base africains : l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique*, Addis-Abeba (Éthiopie), mars 2013.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) : UNCTADstat, données en ligne.

Instituto nacional de estadística de Guinea Ecuatorial (Institut national de la statistique de Guinée équatoriale) (INEGE) : *Guinea Ecuatorial en cifras*, Malabo, novembre 2016

\_\_\_\_\_ (2016) : *Las cuentas nacionales de Guinea Ecuatorial 2006-2013 y las estimaciones de 2014*, Malabo, juillet 2016.

\_\_\_\_\_ (2016) : *Tasa de inflación 2015 : Índice de precios de consumo*, Malabo, mars 2016.

\_\_\_\_\_ (2016) : *Situación del cacao en Guinea Ecuatorial*, Malabo, mars 2016.

\_\_\_\_\_ (2015): *IV Censo de población y vivienda 2015 - Resultados preliminares*, Malabo, octobre 2015.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : FAOSTAT, données en ligne.

République de Guinée équatoriale (2011) : *Encuesta Demográfica y de Salud (EDSGE-I)*, 2011.

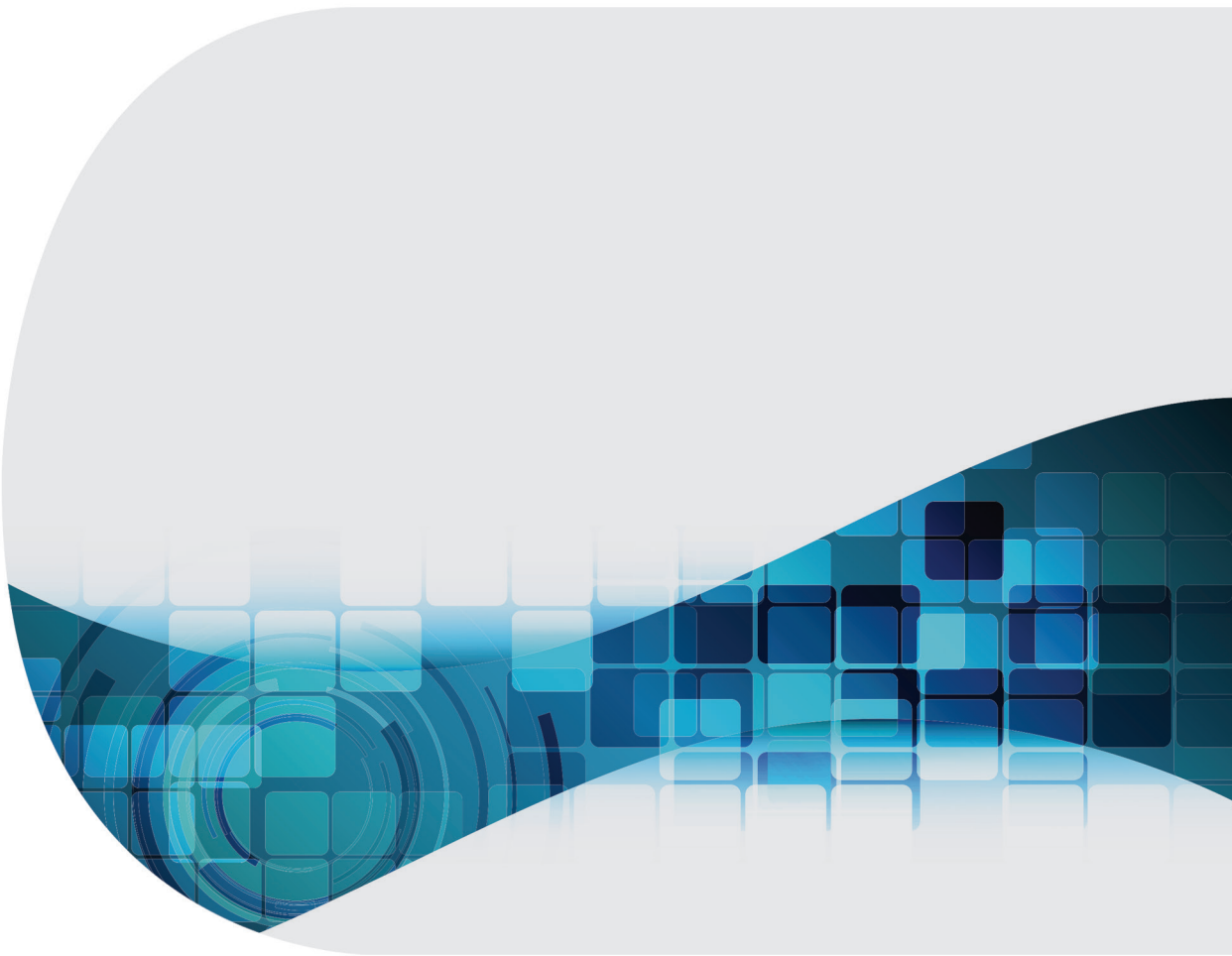
\_\_\_\_\_ (2007): *Guinée équatoriale 2020 Agenda pour une diversification des sources de la croissance : Tome I : Diagnostique stratégique*, Rapport final, Malabo, mai 2007.

\_\_\_\_\_ (2007): *Guinée équatoriale 2020 Agenda pour une diversification des sources de la croissance : Tome II : Vision 2020 et axes stratégiques*, Rapport d'étape, Malabo, mai 2007.

\_\_\_\_\_ (2002): *Principales resultados del III Censo General de Población y Viviendas de la Republica de Guinea Ecuatorial*, Malabo, juillet 2002.

\_\_\_\_\_, Nations Unies (2015): *Informe nacional de Guinea Ecuatorial sobre los objetivos de desarrollo del Milenio : El cumplimiento de los ODM y la visión de la emergencia al horizonte 2020*, Malabo.





**UNECA.ORG**

*Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.*

ISBN 978-9994-68-84-3

